

VA
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 1^{er} JUILLET 2019**

DELEGUES :	
Nombre	83
Quorum	42
Présents	49
Pouvoirs	10
Votants	53
Abstentions	0
Suffrages exprimés	53
Majorité requise	28
Pour	53
Contre	0

Envoyé en préfecture le 16/07/2019

Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le 16/07/2019
ID : 007-250700267-20190701-2019CS070026-DE

OBJET : 1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – MODIFICATION STATUTS SYNDICAT

L'an deux mille dix-neuf, le premier du mois de juillet, à dix-sept heures trente, les membres du COMITÉ SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / Mme MOUTERDE Hélène et SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / PASCAL Jean (Faugères) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / ORIVES Éric et Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ardèche) / LACROIX Bernard (Largentières) / BRUN Marc (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CAMPO Hervé (Rocles) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / MERINE Philippe (St Privat) / DUGAS Laurent (Tauriers) / PERRIER Bernard (Uzer) / SAUBIN Philippe (Vals-Les-Bains) / MANENT Pierre (Vinezac) /	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. FALLOT Joseph, BACCONNIER Jean-Claude et MAUDUIT Jean-Yvon SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le S.I.A.E. « St-Etienne-de-Fontbellon/St-Sernin » : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. MAUDUIT Jean-Yvon et BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Le Pays des Vans en Cévennes) / CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas)
--	--

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. CIVIER Stéphane (Aubenas) M. CLADT Bernard (Labégude) à M. GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) M. LEGENDRE Yves (Laurac-en-Vivaraïs) à M. PASCAL Jean (Faugères) M. CUTTIER Jean-François (Prunet) à M. Gilles DEVANCIARD (St-Alban-Auriolles) M. MEISS Bernard (St Andéol-de-Vals) à M. Philippe SAUBIN (Vals-les-Bains) M. OZIL Raymond (Sampzon) à M. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) M. LACROTTE Robert (Vals-les-B.) à M. MERINE Philippe (St Privat) M. GRASSET Guillaume (Vinezac) à M. MANENT Pierre (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) à M. FAUGIER Christian (Chandolas) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : M. AUDIGIER Christian à M. FALLOT Joseph
---	---

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. RAMANMALI Angelin (Montréal) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) /	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme Geneviève CHASTAGNIER (CDC Pays Beaume-Drobie) / M. LACROTTE Robert (CDC Bassin d'Aubenas) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. MARRON Jacques et UGHETTO René
--	--

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / ELADIE Farid (Gros-pierres) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / Mme AMET Maryse (Largentières) / RISSE Michel (Malbosq) / VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / M. CHARRIÈRE Jacques, PERBOST Serge et Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / AVIAS Cyrille-Christophe, SOUTEYRAND Marc et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / EL FARKH Marie (Vals-les-B.) / M. VEYRENC Éric (Vernon) /	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) / M. DIVOL Max et BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : M. CHAULET Edouard
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. FARGIER Gérard (Saint-Pierre-de-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac)	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. AUDIBERT François (CDC Pays Beaume-Drobie) / MANENT Pierre (CDC Bassin d'Aubenas)
--	--

Le secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

OBJET : 1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – MODIFICATION DES STATUTS SYNDICAT

Envoyé en préfecture le 16/07/2019

Reçu en préfecture le 16/07/2019

Affiché le



ID : 007-250700267-20190701-2019CS070026-DE

Le président présente un projet de modification des statuts visant plusieurs objectifs :

- Rendre compatible les statuts avec les évolutions issues de la loi « NOTRe » et ses textes subséquents ;
- Supprimer le lien obligatoire entre la prise de compétence « assainissement collectif » et celle dénommée « Eau potable - production et distribution à l'usager » ;
- Rendre toutes les compétences facultatives et non liées ;
- Préciser les règles de représentation dans ce nouveau cadre statutaire ;
- Corriger quelques erreurs matérielles dans la version des statuts en vigueur ;
- Modifier en conséquence quelques annexes.

A l'appui de ce projet sont fournis en annexe :

- Une table des modifications à apporter ;
- Les statuts en vigueur, amendés des dites modifications.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** la modification des statuts proposée.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

MODIFICATION DES STATUTS DU SEBA **COMITÉ SYNDICAL DU 1^{er} JUILLET 2019**

Table des modifications à apporter

Article 1^{er} – Constitution – forme - dénomination

Supprimer la partie suivante :

~~soit dans le cadre de la représentation substitution pour la compétence facultative « Assainissement Non Collectif » au titre des Communes adhérentes à la compétence facultative 2 « Assainissement collectif et non collectif » et membres de la compétence obligatoire 1 « Eau Potable – Production et distribution à l'utilisateur »,
soit dans le cadre d'une adhésion directe à la compétence facultative « Assainissement non collectif » limitée aux seules Communautés de Communes afin d'intervenir sur le territoire des Communes non membres du SEBA au titre de la compétence obligatoire 1 « Production et distribution à l'utilisateur » et à la compétence facultative 2 « Assainissement collectif et non collectif ».~~

Article 2 – Compétences

Nouvelle rédaction de cet article :

« Le Syndicat exerce une quadruple compétence :

2.1 - Compétence facultative 1 : Eau Potable - Production et distribution à l'utilisateur

« Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public de production et de distribution d'eau potable, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités dénommées « SEBA Eau - Production et distribution à l'utilisateur » et listées en annexe « Etat des collectivités du SEBA – Eau Potable – Production et distribution à l'utilisateur ».

2.2 - Compétence facultative 2 : Eau potable - Production et fourniture en gros

Elle comprend la production et la fourniture en gros d'eau potable à partir de l'usine de Pont de Veyrières située à Meyras et de l'usine de Gerbial située à Grospierres et comprend les équipements nécessaires à la garantie d'un niveau de service commun pour tous territoires et collectivités adhérents tels qu'ils figurent pour information en annexe « Carte des équipements du SEBA Eau – Production et fourniture en gros », à savoir :

- les unités de production précitées ;
- le réseau ossature principal compris entre ces deux usines ainsi que celui allant vers le SIAE de Barjac ;
- les réseaux ossatures secondaires desservant le SIVOM Olivier de Serres à Lavilledieu, la Commune de Fons, la Commune de Joyeuse ainsi que les territoires de « Vinobre », « Centre Tanargue », « Sud Tanargue » et « Saint-André de Cruzières », y compris les équipements associés ;
- les réservoirs de l'usine de Pont de Veyrières (1 000 m³), de l'usine de Gerbial (50 m³), de Labégude (4 000 m³), des Bois à Ruoms (1 000 m³), de la Vierge de Chapias à Labeaume (490 m³) et des Divols à Beaulieu (300 m³) ;
- le ou les postes de livraison affectés à chacune des collectivités souscriptrices, complétés si besoin par un poste de surpression situé immédiatement en aval, devant délivrer une pression suffisante pour la fourniture d'eau au premier stockage des collectivités ou territoires concernés, ce dernier devant être obligatoirement raccordé au poste de livraison et être équipé d'un dispositif de régulation aux frais des collectivités ou territoires bénéficiaires ;

- ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités des différents territoires du « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager », ainsi que pour les 3 Syndicats Intercommunaux d'Adduction d'Eau de Barjac, de St Etienne de Fontbellon/Saint Sernin, d'Olivier de Serres et les 5 Communes de AUBENAS, CHIROLS, FONS, JOYEUSE et VALLON PONT D'ARC dénommés « SEBA Eau - Production sans distribution » ; ces 2 ensembles formant le « SEBA Eau » ainsi que présenté en annexe « Etat des Communes et Territoires du SEBA Eau ».

La capacité potentielle de production de ces deux usines est de 350 l/s, délivrée en mètre-cube/jour sur la base de 30 240 m3/j et est répartie entre les différentes collectivités adhérentes du « SEBA Eau » selon les conditions arrêtées en annexe « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable – Production et fourniture en gros ».

2.3 - Compétence facultative 3 : Assainissement collectif

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement collectif des effluents domestiques, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée :

- sur demande pour les collectivités du « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager »
- pour les E.P.C.I. à fiscalité propre ayant pris la compétence de l'assainissement collectif dans le cadre de la représentation-substitution, et représentant les Communes précédemment adhérentes à cette compétence
- pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence.

L'ensemble des collectivités adhérentes à cette compétence est dénommé « SEBA Assainissement collectif » ; elles sont listées en annexe « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement collectif ».

2.4 – Compétence facultative 4 : Assainissement non collectif

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement non collectif, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée à ce jour pour les E.P.C.I. à fiscalité propre et les Communes listées en annexe « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement non collectif », ou pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence. »

Article 6 - Recettes du Syndicat

Mise à jour des numéros des compétences et des sous-articles :

6.1. Le produit des taxes, redevances, contributions correspondant aux services assurés et notamment de toutes redevances perçues sur les usagers des compétences **1, 3 et 4** visées aux articles **2.1, 2.3 et 2.4**, ainsi que les transferts de charges correspondants.

Pour ces mêmes collectivités, le Syndicat assurant l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial, la prise en charge par les collectivités adhérentes de dépenses au titre de ces services publics est interdite conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, sauf exceptions prévues audit code.

Le S.E.B.A. ayant seul compétence pour intervenir sur les réseaux de distribution d'eau potable des collectivités adhérentes, les travaux de raccordement des installations intéressant la défense contre l'incendie sont autorisés par le Syndicat à la demande des collectivités compétentes.

6.2.. Les contributions des collectivités adhérentes au prorata des débits souscrits en annexe « Etat des débits souscrits » et pour assurer l'équilibre économique du financement et de la gestion des équipements généraux, les contributions des collectivités souscriptrices sont fixées par délibération du Comité Syndical au prorata des débits souscrits en annexe « Etat des débits souscrits » et sont déterminées, quel que soit le mode de gestion, de la manière suivante :

- une part fixe annuelle au débit souscrit pour assurer, d'une part, le financement des investissements et, d'autre part, les charges d'exploitation fixes,
- une part variable liée, d'une part, au volume fourni pour assurer les charges d'exploitation et, d'autre part, à l'obligation d'une consommation minimale, tant annuelle qu'estivale, dont les montants seront arrêtés par le Comité Syndical.

En cas de demande de souscriptions nouvelles ou complémentaires, les mêmes dispositions s'appliqueront.

6.2.2. Pour l'ensemble des collectivités adhérentes et dès lors qu'il sera observé des dépassements journaliers récurrents (plus de 10 jours par an), la collectivité souscriptrice est tenue de souscrire un débit supérieur ; à défaut le respect du débit nominal souscrit sera imposé par bridage des volumes délivrés.

Tant que la totalité de la souscription totale des 350 l/s n'est pas atteinte, les collectivités souscriptrices ne peuvent pas demander une modification à la baisse des litres/seconde qu'elles souscrivent tels qu'indiqués dans l'annexe « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable – Production et fourniture en gros ».

6.3. Les revenus des biens meubles et immeubles du Syndicat.

6.4. Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations ou des particuliers en échange de services rendus.

6.5. Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département ou de tous autres organismes.

6.6. Le produit des dons et legs.

6.7. Le produit des emprunts.

Article 7 – Composition du Comité Syndical

7.1. : nouvelle rédaction : « **Pour les collectivités visées à l'article 2.1 des présents statuts : »**

7.1.1. Chaque Commune est représentée par un nombre de délégués ~~fixé en fonction de la population déterminée par le dernier recensement avant renouvellement général~~ correspondant au tableau ci-après :

- | | | |
|---------------------------------------|---|-------------|
| - Commune de 1.000 habitants et moins | : | 1 délégué |
| - Commune de 1.001 à 2.000 habitants | : | 2 délégués |
| - Commune de plus de 2.000 habitants | : | 3 délégués. |

7.1.2. Nouvelle rédaction : « **Chaque E.P.C.I. à fiscalité propre sera représenté par :**

- **1 délégué par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est inférieure ou égale à 1.000 habitants ;**
- **2 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 1.000 habitants et inférieure ou égale à 2000 habitants ;**
- **3 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 2.000 habitants. »**

Suppression des articles 7.1.3. , 7.2.1. et 7.2.2.

Modification de l'article 7.2. : « **Pour les collectivités visées à l'article 2.2 des présents statuts : »**

Création d'un article **7.3** : « **Les collectivités n'adhérant qu'aux compétences délégué si la collectivité compte jusqu'à 3 000 habitants, 2 délégués à partir de 3 001 habitants.** »

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le 
ID : 007-250700267-20190701-2019CS070026-DE

Création d'un article **7.4** : « **La population prise en compte est la population totale (au sens du décret 2003-485) en vigueur à la date d'adhésion de la collectivité. Les évolutions de population ne seront pas prises en compte jusqu'au prochain renouvellement général. Toutefois, les modifications de périmètres des E.P.C.I. engendrant une évolution de population seront prises en compte immédiatement pour le décompte des délégués.**

Pour permettre d'assurer la représentation permanente de chaque collectivité adhérente, les collectivités désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement du délégué titulaire et d'absence du suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre titulaire du Comité Syndical. »

Suppression de l'ancien article 8.3.

L'ancien article 8.4 devient le nouvel article 8.3.

ANNEXE 1

STATUTS

DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

ARTICLE 1^{ER} - CONSTITUTION, FORME, DENOMINATION

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux syndicats mixtes et notamment ses articles L 5711-1, 5711-2 et 5711-3, le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, désigné sous l'acronyme « S.E.B.A. », syndicat mixte à la carte fermé, créé par arrêté préfectoral en date du 9 décembre 1957, est constitué entre

- 1 Les 3 Syndicats Intercommunaux suivants :
 - le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de Barjac (abréviation : SIAE de Barjac)
 - le Syndicat Intercommunal de St Etienne de Fontbellon/Saint Sernin (abréviation : SIAE de Saint-Etienne de Fontbellon/Saint-Sernin)
 - le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple Olivier de Serres (abréviation : SIVOM Olivier de Serres)
- 2 Les 4 Communautés de Communes suivantes :
 - la Communauté de Communes des Gorges de l'Ardèche (abréviation : CCGA)
 - La Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas
 - La Communauté de Communes Beaume Drobie
 - La Communauté de Communes du Pays des Vans en Cévennes.

~~soit dans le cadre de la représentation substitution pour la compétence facultative « Assainissement Non Collectif » au titre des Communes adhérentes à la compétence facultative 2 « Assainissement collectif et non collectif » et membres de la compétence obligatoire 1 « Eau Potable — Production et distribution à l'usager »,~~

~~soit dans le cadre d'une adhésion directe à la compétence facultative « Assainissement non collectif » limitée aux seules Communautés de Communes afin d'intervenir sur le territoire des Communes non membres du SEBA au titre de la compétence obligatoire 1 « Production et distribution à l'usager » et à la compétence facultative 2 « Assainissement collectif et non collectif ».~~
- 3 Les 49 Communes suivantes :

AUBENAS
BALAZUC
BANNE
BEAULIEU
BERRIAS & CASTELJAU
CHANDOLAS
CHASSIERS
CHAUZON
CHAZEAX
CHIROLS
FABRAS
FAUGERES
FONS
GROSPIERRES
JOANNAS
JOYEUSE
LABEAUME

LABEGUDE
LACHAPELLE S/S AUBENAS
LALEVADE D'ARDECHE
LARGENTIERE
LAURAC EN VIVARAIS
LES ASSIONS
MALBOSC
MEYRAS
MONTREAL
PONT DE LABEAUME
PRADONS
PRUNET
RIBES
ROCHER
ROCLES
ROSIERES

RUOMS
SAMPZON
SANILHAC
ST ALBAN AURIOLLES
ST ANDEOL DE VALS
ST ANDRE DE CRUZIERES
ST JULIEN DU SERRE
ST PIERRE DE COLOMBIER
ST PRIVAT
TAURIERS
UCEL
UZER
VALS LES BAINS
VERNON
VINEZAC
VALLON PONT D'ARC

ARTICLE 2 - COMPETENCES

Le Syndicat exerce une quadruple compétence :

~~2.1 Compétence obligatoire 1 : Eau Potable — Production et distribution à l'usager~~

~~Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public de production et de distribution d'eau potable, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières~~

pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les Communes dénommées « SEBA Eau — Production et distribution à l'usager » ainsi que pour les Communautés de Communes ayant pris la compétence « Etat des Communes du SEBA — Eau Potable — Production et distribution à l'usager ».

2.2 — Compétence facultative 2 : Assainissement collectif et non collectif des Collectivités ayant la compétence « SEBA Eau — Production et distribution à l'usager »

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement collectif et non collectif des effluents domestiques, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence facultative et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. L'ensemble de cette compétence est exercée pour les collectivités du « SEBA Eau — Production et distribution à l'usager » ainsi que pour les Communautés de Communes ayant pris la compétence de l'assainissement non collectif dans le cadre de la représentation substitution pour la compétence facultative « Assainissement Non Collectif » au titre des Communes adhérentes à la compétence facultative « Assainissement collectif et non collectif » et membres de la compétence obligatoire « Eau Potable — Production et distribution à l'usager », l'ensemble des collectivités adhérentes à cette compétence est dénommée « SEBA Assainissement collectif et non collectif » et listées en annexe « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement collectif et non collectif ».

2.3 — Compétence facultative 3 : Assainissement non collectif des Communautés de Communes dont les Communes n'ont pas opté pour la compétence « SEBA Eau — Production et distribution à l'usager »

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du seul service public d'assainissement non collectif, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence facultative et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée dans le cadre d'une adhésion directe à la compétence facultative limitée « Assainissement non collectif » pour les seules Communautés de Communes afin d'intervenir sur le territoire de Communes non membres du SEBA au titre de la compétence obligatoire 1 « Production et distribution à l'usager » et à la compétence facultative 2 « Assainissement collectif et non collectif » et listées en annexe 3 précité « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement collectif et non collectif ».

2.4 — Compétence obligatoire 4 : Eau potable — Production et fourniture en gros

Elle comprend la production et la fourniture en gros d'eau potable à partir de l'usine de Pont de Veyrières située à Meyras et de l'usine de Gerbier située à Grospièrres et comprend les équipements nécessaires à la garantie d'un niveau de service commun pour tous territoires et collectivités adhérents tels qu'ils figurent pour information en annexe 4 « Carte des équipements du SEBA Eau — Production et fourniture en gros », à savoir :

- les unités de production précitées ;
- le réseau ossature principal compris entre ces deux usines ainsi que celui allant vers le SIAE de Barjac ;
- les réseaux ossatures secondaires desservant le SIVOM Olivier de Serres à Lavilledieu, la Commune de Fons, la Commune de Joyeuse ainsi que les territoires de « Vinobre », « Centre Tanargue », « Sud Tanargue » et « Saint André de Cruziers », y compris les équipements associés ;
- les réservoirs de l'usine de Pont de Veyrières (1 000 m³), de l'usine de Gerbier (50 m³), de Labégude (4 000 m³), des Bois à Ruoms (1 000 m³), de la Vierge de Chapias à Labeaume (490 m³) et des Divols à Beaulieu (300 m³) ;
- le ou les postes de livraison affectés à chacune des collectivités souscriptrices, complétés si besoin par un poste de surpression situé immédiatement en aval, devant délivrer une pression suffisante pour la fourniture d'eau au premier stockage des collectivités ou territoires concernés, ce dernier devant être obligatoirement être raccordé au poste de livraison et être équipé d'un dispositif de régulation aux frais des collectivités ou territoires bénéficiaires ;
- ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités des différents territoires du « SEBA Eau — Production et distribution à l'usager », ainsi que pour les 3 Syndicats Intercommunaux d'Adduction d'Eau de Barjac, de St Etienne de Fontbellon/Saint Sernin, d'Olivier de Serres et les 5 Communes de AUBENAS, CHIROLS, FONS, JOYEUSE et VALLON PONT D'ARC dénommés « SEBA Eau — Production sans distribution » ; ces 2 ensembles formant le « SEBA Eau » ainsi que présenté en annexe 5 « Etat des Communes et Territoires du SEBA Eau ».

La capacité potentielle de production de ces deux usines est de 350 l/s, délivrée en mètre-cube/jour sur la base de 30 240 m³/j et est répartie entre les différentes collectivités adhérentes du « SEBA Eau » selon les conditions arrêtées en annexe 6 « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable — Production et fourniture en gros ».

2.1 - Compétence facultative 1 : Eau Potable - Production et distribution à l'usager

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public de production et de distribution d'eau potable, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités dénommées « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager » et listées en annexe « Etat des collectivités du SEBA – Eau Potable – Production et distribution à l'usager ».

2.2 - Compétence facultative 2 : Eau potable - Production et fourniture en gros

Elle comprend la production et la fourniture en gros d'eau potable à partir de l'usine de Pont de Veyrières située à Meyras et de l'usine de Gerbial située à Grospierres et comprend les équipements nécessaires à la garantie d'un niveau de service commun pour tous territoires et collectivités adhérents tels qu'ils figurent pour information en annexe « Carte des équipements du SEBA Eau – Production et fourniture en gros », à savoir :

- les unités de production précitées ;
- le réseau ossature principal compris entre ces deux usines ainsi que celui allant vers le SIAE de Barjac ;
- les réseaux ossatures secondaires desservant le SIVOM Olivier de Serres à Lavilledieu, la Commune de Fons, la Commune de Joyeuse ainsi que les territoires de « Vinobre », « Centre Tanargue », « Sud Tanargue » et « Saint-André de Cruzières », y compris les équipements associés ;
- les réservoirs de l'usine de Pont de Veyrières (1 000 m³), de l'usine de Gerbial (50 m³), de Labégude (4 000 m³), des Bois à Ruoms (1 000 m³), de la Vierge de Chapias à Labeaume (490 m³) et des Divols à Beaulieu (300 m³) ;
- le ou les postes de livraison affectés à chacune des collectivités souscriptrices, complétés si besoin par un poste de surpression situé immédiatement en aval, devant délivrer une pression suffisante pour la fourniture d'eau au premier stockage des collectivités ou territoires concernés, ce dernier devant être obligatoirement raccordé au poste de livraison et être équipé d'un dispositif de régulation aux frais des collectivités ou territoires bénéficiaires ;
- ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités des différents territoires du « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager », ainsi que pour les 3 Syndicats Intercommunaux d'Adduction d'Eau de Barjac, de St Etienne de Fontbellon/Saint Sernin, d'Olivier de Serres et les 5 Communes de AUBENAS, CHIROLS, FONS, JOYEUSE et VALLON PONT D'ARC dénommés « SEBA Eau - Production sans distribution » ; ces 2 ensembles formant le « SEBA Eau » ainsi que présenté en annexe « Etat des Communes et Territoires du SEBA Eau ».

La capacité potentielle de production de ces deux usines est de 350 l/s, délivrée en mètre-cube/jour sur la base de 30 240 m³/j et est répartie entre les différentes collectivités adhérentes du « SEBA Eau » selon les conditions arrêtées en annexe « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable – Production et fourniture en gros ».

2.3 - Compétence facultative 3 : Assainissement collectif

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement collectif des effluents domestiques, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette

compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée :

- sur demande pour les collectivités du « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager »
- pour les E.P.C.I. à fiscalité propre ayant pris la compétence de l'assainissement collectif dans le cadre de la représentation-substitution, et représentant les Communes précédemment adhérentes à cette compétence
- pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence.

L'ensemble des collectivités adhérentes à cette compétence est dénommé « SEBA Assainissement collectif » ; elles sont listées en annexe « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement collectif ».

2.4 – Compétence facultative 4 : Assainissement non collectif

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement non collectif, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée à ce jour pour les E.P.C.I. à fiscalité propre et les Communes listées en annexe « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement non collectif », ou pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence.

ARTICLE 3 - SIEGE

Le siège du Syndicat est fixé à « la Sigalière », les Vergnades 07110 LARGENTIERE.

ARTICLE 4 - DUREE

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 - GESTION COMPTABLE

Les fonctions de Receveur du Syndicat sont exercées par le Trésorier désigné par le représentant de l'Etat.

Quel que soit le mode d'exploitation des services publics d'eau potable et d'assainissement, les investissements demeurent sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat.

ARTICLE 6 - RECETTES DU SYNDICAT

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les recettes du Syndicat comprennent :

6.1. Le produit des taxes, redevances, contributions correspondant aux services assurés et notamment de toutes redevances perçues sur les usagers des compétences ~~1, 2 et 3~~ **1, 3 et 4** visées aux articles ~~2.1, 2.2 et 2.3~~ **2.1, 2.3 et 2.4**, ainsi que les transferts de charges correspondants.

Pour ces mêmes collectivités, le Syndicat assurant l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial, la prise en charge par les collectivités adhérentes de dépenses au titre de ces services publics est interdite conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, sauf exceptions prévues audit code.

Le S.E.B.A. ayant seul compétence pour intervenir sur les réseaux de distribution d'eau potable des collectivités adhérentes, les travaux de raccordement des installations intéressant la défense contre l'incendie sont autorisés par le Syndicat à la demande des collectivités compétentes.

6.2. Les contributions des collectivités adhérentes au prorata des débits souscrits tel que mentionnés à la compétence ~~4-2~~ visée à l'article ~~2-4~~ **2.2** :

~~6.2.1. Pour les collectivités énumérées à l'article 2.1, 2.2 et 2.3 2.1, 2.3 et 2.4 des présents statuts ayant transféré l'ensemble de leurs compétences « Eau potable - Production et distribution à l'usager » et, de manière facultative, « Assainissement collectif et/ou non collectif », le Syndicat assurant l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial, la prise en charge par les collectivités adhérentes de dépenses au titre de ces services publics est interdite conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, sauf exceptions prévues audit code.~~

~~Le S.E.B.A. ayant seul compétence pour intervenir sur les réseaux de distribution d'eau potable des collectivités adhérentes, les travaux de raccordement des installations intéressant la défense contre l'incendie sont autorisés par le Syndicat à la demande des collectivités compétentes.~~

6.2.2.1 Pour les collectivités énumérées à l'article ~~2.4~~ **2.2** des présents statuts ayant souscrit à la seule compétence « Eau potable - Production et fourniture en gros » et pour assurer l'équilibre économique du financement, les contributions des collectivités souscriptrices sont fixées par délibération du Comité Syndical au prorata des débits souscrits en annexe ~~6 précitée~~ **« Etat des débits souscrits »** et sont déterminées, quel que soit le mode de gestion, de la manière suivante :

- une part fixe annuelle au débit souscrit pour assurer, d'une part, le financement des investissements et, d'autre part, les charges d'exploitation fixes,
- une part variable liée, d'une part, au volume fourni pour assurer les charges d'exploitation et, d'autre part, à l'obligation d'une consommation minimale, tant annuelle qu'estivale, dont les montants seront arrêtés par le Comité Syndical.

En cas de demande de souscriptions nouvelles ou complémentaires, les mêmes dispositions s'appliqueront.

6.2.3.2 Pour l'ensemble des collectivités adhérentes et dès lors qu'il sera observé des dépassements journaliers récurrents (plus de 10 jours par an), la collectivité souscriptrice est tenue de souscrire un débit supérieur ; à défaut le respect du débit nominal souscrit sera imposé par bridage des volumes délivrés.

Tant que la totalité de la souscription totale des 350 l/s n'est pas atteinte, les collectivités souscriptrices ne peuvent pas demander une modification à la baisse des litres/seconde qu'elles souscrivent tels qu'indiqués dans l'annexe « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable – Production et fourniture en gros ».

6.3. Les revenus des biens meubles et immeubles du Syndicat.

6.4. Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations ou des particuliers en échange de services rendus.

6.5. Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département ou de tous autres organismes.

6.6. Le produit des dons et legs.

6.7. Le produit des emprunts.

ARTICLE 7 - COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL

7.1. ~~Pour les collectivités visées aux articles 2.1, 2.2 et 2.3 des présents statuts :~~ **Pour les collectivités visées à l'article 2.1 des présents statuts :**

7.1.1. Chaque Commune est représentée par un nombre de délégués ~~fixé en fonction de la population déterminée par le dernier recensement avant renouvellement général~~ correspondant au tableau ci-après :

- Commune de 1.000 habitants et moins	:	1 délégué
- Commune de 1.001 à 2.000 habitants	:	2 délégués
- Commune de plus de 2.000 habitants	:	3 délégués.

7.1.2. ~~Chaque Communauté de Communes sera représentée par deux délégués. Ces délégués ne pourront prendre part au vote que pour les affaires présentant un caractère commun à toutes collectivités adhérentes et pour les affaires les concernant, relatives, selon le cas, soit à la compétence facultative 2, soit à la compétence facultative 3.~~ **Chaque E.P.C.I. à fiscalité propre sera représenté par :**

- 1 délégué par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est inférieure ou égale à 1.000 habitants ;
- 2 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 1.000 habitants et inférieure ou égale à 2000 habitants ;
- 3 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 2.000 habitants.

7.1.3. ~~Pour permettre d'assurer la représentation permanente de chaque collectivité adhérente, les collectivités désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement du délégué titulaire et d'absence du suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre titulaire du Comité Syndical.~~

7.2. Pour les collectivités visées à l'article 2.4 **2** des présents statuts :

Chaque Collectivité membre est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction par tranche entamée de 10 litres/seconde. Les collectivités ayant souscrit pour un débit représentées par un délégué.

Envoyé en préfecture le 16/07/2019
Reçu en préfecture le 16/07/2019
Affiché le ou égal à 10 litres/seconde, sont
ID : 007-250700267-20190701-2019CS070026-DE

7.3 : Les collectivités n'adhérant qu'aux compétences 2.3 et/ou 2.4 sont représentées par 1 délégué si la collectivité compte jusqu'à 3 000 habitants, 2 délégués à partir de 3 001 habitants.

7.4. La population prise en compte est la population totale (au sens du décret 2003-485) en vigueur à la date d'adhésion de la collectivité. Les évolutions de population ne seront pas prises en compte jusqu'au prochain renouvellement général. Toutefois, les modifications de périmètres des E.P.C.I. engendrant une évolution de population seront prises en compte immédiatement pour le décompte des délégués.

Pour permettre d'assurer la représentation permanente de chaque collectivité adhérente, les collectivités désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement du délégué titulaire et d'absence du suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre titulaire du Comité Syndical.

ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL

8.1. Tous les délégués prennent part au vote des questions telles qu'énumérées à l'article L.5212.16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

8.2. Pour les autres questions, les délégués prennent part au vote des questions intéressant la ou les compétences transférées par leur Collectivité.

8.3. Pour des raisons de commodité, il est créé 5 collèges de vote :

- ~~— Collège 1 — Ensemble des délégués~~
- ~~— Collège 2 — Elus votant pour la compétence « Eau potable — Production et distribution à l'utilisateur »~~
- ~~— Collège 3 — Elus votant pour la compétence « Eau potable — Production et fourniture en gros »~~
- ~~— Collège 4 — Elus votant pour la compétence « Assainissement collectif »~~
- ~~— Collège 5 — Elus votant pour la compétence « Assainissement non collectif »~~

~~En fonction des questions abordées, les Collèges 2 et 3 ainsi que les Collèges 4 et 5 pourront être amenés à voter ensemble.~~

8.3. Le Comité Syndical élit en son sein un Bureau Syndical, composé de 10 à 20 membres, auquel peut être délégué par délibération du Comité Syndical tous types d'attributions.

ARTICLE 9 - ACTIVITES COMPLEMENTAIRES DU SYNDICAT

Le Syndicat exerce les activités qui présentent le caractère normal et nécessaire de ses compétences.

Le Syndicat, ou l'un des établissements publics qui lui est rattaché, est autorisé à réaliser, au profit de ses adhérents ainsi que des collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs, ou entités adjudicatrices non membres, des missions de coopération se rattachant à ses compétences ou dans leur prolongement. Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur et, en particulier, celles définies aux articles L.5111-1, L.5111-1-1, L.5721-9 et L.5221-1 du code général des collectivités territoriales.

Le Syndicat, ou l'un des établissements publics qui lui est rattaché, a aussi la possibilité de conclure avec des tiers toute convention de prestation de service, de maîtrise d'œuvre ou de maîtrise d'ouvrage.

Le Syndicat peut assurer la mission de coordonnateur de groupement de commandes dans les conditions prévues par la réglementation de la commande publique, pour toute catégorie d'achat dans des domaines se rattachant à son objet.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

Les règles de fonctionnement du Syndicat non spécifiées ci-dessus sont celles prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et/ou par le Règlement Intérieur du Syndicat.

Conformément à l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et sous réserve des conditions exprimées par cet article, il est créé une Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics syndicaux par la voix des associations représentatives.

STATUTS DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

ARTICLE 1^{ER} - CONSTITUTION, FORME, DENOMINATION

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux syndicats mixtes et notamment ses articles L 5711-1, 5711-2 et 5711-3, le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, désigné sous l'acronyme « S.E.B.A. », syndicat mixte à la carte fermé, créé par arrêté préfectoral en date du 9 décembre 1957, est constitué entre

- 1 Les 3 Syndicats Intercommunaux suivants :
 - le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de Barjac (abréviation : SIAE de Barjac)
 - le Syndicat Intercommunal de St Etienne de Fontbellon/Saint Sernin (abréviation : SIAE de Saint-Etienne de Fontbellon/Saint-Sernin)
 - le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple Olivier de Serres (abréviation : SIVOM Olivier de Serres)
- 2 Les 4 Communautés de Communes suivantes :
 - la Communauté de Communes des Gorges de l'Ardèche (abréviation : CCGA)
 - La Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas
 - La Communauté de Communes Beaume Drobie
 - La Communauté de Communes du Pays des Vans en Cévennes.
- 3 Les 49 Communes suivantes :

AUBENAS
BALAZUC
BANNE
BEAULIEU
BERRIAS & CASTELJAU
CHANDOLAS
CHASSIERS
CHAUZON
CHAZEAX
CHIROLS
FABRAS
FAUGERES
FONS
GROSPIERRES
JOANNAS
JOYEUSE
LABEAUME

LABEGUDE
LACHAPELLE S/S AUBENAS
LALEVADE D'ARDECHE
LARGENTIERE
LAURAC EN VIVARAIS
LES ASSIONS
MALBOSC
MEYRAS
MONTREAL
PONT DE LABEAUME
PRADONS
PRUNET
RIBES
ROCHER
ROCLES
ROSIERES

RUOMS
SAMPZON
SANILHAC
ST ALBAN AURIOLLES
ST ANDEOL DE VALS
ST ANDRE DE CRUZIERES
ST JULIEN DU SERRE
ST PIERRE DE COLOMBIER
ST PRIVAT
TAURIERS
UCEL
UZER
VALS LES BAINS
VERNON
VINEZAC
VALLON PONT D'ARC

ARTICLE 2 - COMPETENCES

Le Syndicat exerce une quadruple compétence :

2.1 - Compétence facultative 1 : Eau Potable - Production et distribution à l'utilisateur

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public de production et de distribution d'eau potable, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités dénommées « SEBA Eau - Production et distribution à l'utilisateur » et listées en annexe « Etat des collectivités du SEBA – Eau Potable – Production et distribution à l'utilisateur ».

2.2 - Compétence facultative 2 : Eau potable - Production et fourniture en gros

Elle comprend la production et la fourniture en gros d'eau potable à partir de l'usine de Pont de Veyrières située à Meyras et de l'usine de Gerbail située à Grospierres et comprend les équipements nécessaires à la garantie d'un niveau de service commun pour tous territoires et collectivités adhérents tels qu'ils figurent pour information en annexe « Carte des équipements du SEBA Eau – Production et fourniture en gros », à savoir :

- 1 - Comité Syndical du 1^{er} juillet 2019

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

- les unités de production précitées ;
- le réseau ossature principal compris entre ces deux usines ainsi que celui allant vers les communes de Joyeuse et de Saint-André de Cruzières ;
- les réseaux ossatures secondaires desservant le SIVOM Olivier de Serres Commune de Joyeuse ainsi que les territoires de « Vinobre », « Centre Tanargue », « Sud Tanargue » et « Saint-André de Cruzières », y compris les équipements associés ;
- les réservoirs de l'usine de Pont de Veyrières (1 000 m³), de l'usine de Gerbail (50 m³), de Labégude (4 000 m³), des Bois à Ruoms (1 000 m³), de la Vierge de Chapias à Labeaume (490 m³) et des Divols à Beaulieu (300 m³) ;
- le ou les postes de livraison affectés à chacune des collectivités souscriptrices, complétés si besoin par un poste de surpression situé immédiatement en aval, devant délivrer une pression suffisante pour la fourniture d'eau au premier stockage des collectivités ou territoires concernés, ce dernier devant être obligatoirement raccordé au poste de livraison et être équipé d'un dispositif de régulation aux frais des collectivités ou territoires bénéficiaires ;
- ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités des différents territoires du « SEBA Eau - Production et distribution à l'utilisateur », ainsi que pour les 3 Syndicats Intercommunaux d'Adduction d'Eau de Barjac, de St Etienne de Fontbellon/Saint Sernin, d'Olivier de Serres et les 5 Communes de AUBENAS, CHIROLS, FONS, JOYEUSE et VALLON PONT D'ARC dénommés « SEBA Eau - Production sans distribution » ; ces 2 ensembles formant le « SEBA Eau » ainsi que présenté en annexe « Etat des Communes et Territoires du SEBA Eau ».

La capacité potentielle de production de ces deux usines est de 350 l/s, délivrée en mètre-cube/jour sur la base de 30 240 m³/j et est répartie entre les différentes collectivités adhérentes du « SEBA Eau » selon les conditions arrêtées en annexe « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable – Production et fourniture en gros ».

2.3 - Compétence facultative 3 : Assainissement collectif

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement collectif des effluents domestiques, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée :

- sur demande pour les collectivités du « SEBA Eau - Production et distribution à l'utilisateur »
- pour les E.P.C.I. à fiscalité propre ayant pris la compétence de l'assainissement collectif dans le cadre de la représentation-substitution, et représentant les Communes précédemment adhérentes à cette compétence
- pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence.

L'ensemble des collectivités adhérentes à cette compétence est dénommé « SEBA Assainissement collectif » ; elles sont listées en annexe « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement collectif ».

2.4 - Compétence facultative 4 : Assainissement non collectif

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement non collectif, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée à ce jour pour les E.P.C.I. à fiscalité propre et les Communes listées en annexe « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement non collectif », ou pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence.

ARTICLE 3 - SIEGE

Le siège du Syndicat est fixé à « la Sigalière », les Vergnades 07110 LARGENTIERE.

ARTICLE 4 - DUREE

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 - GESTION COMPTABLE

Les fonctions de Receveur du Syndicat sont exercées par le Trésorier désigné par le représentant de l'Etat.

Quel que soit le mode d'exploitation des services publics d'eau potable et d'assainissement, les investissements demeurent sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat.

ARTICLE 6 - RECETTES DU SYNDICAT

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les recettes du Syndicat comprennent :

6.1. Le produit des taxes, redevances, contributions correspondant aux services assurés et notamment de toutes redevances perçues sur les usagers des compétences **1, 3 et 4** visées aux articles **2.1, 2.3 et 2.4**, ainsi que les transferts de charges correspondants.

- 2 - Comité Syndical du 1^{er} juillet 2019

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

Pour ces mêmes collectivités, le Syndicat assurant l'exploitation de services publics à charge par les collectivités adhérentes de dépenses au titre de ces services publics est intercommunal, sauf exceptions prévues audit code.

Le S.E.B.A. ayant seul compétence pour intervenir sur les réseaux de distribution d'eau potable des collectivités adhérentes, les travaux de raccordement des installations intéressant la défense contre l'incendie sont autorisés par le Syndicat à la demande des collectivités compétentes.

6.2. Les contributions des collectivités adhérentes au prorata des débits souscrits tel que mentionnés à la compétence 2 visée à l'article 2.2 :

6.2.1 Pour les collectivités énumérées à l'article 2.2 des présents statuts ayant souscrit à la seule compétence 2 « Eau potable - Production et fourniture en gros » et pour assurer l'équilibre économique du financement et de la gestion des équipements généraux, les contributions des collectivités souscriptrices sont fixées par délibération du Comité Syndical au prorata des débits souscrits en annexe « Etat des débits souscrits » et sont déterminées, quel que soit le mode de gestion, de la manière suivante :

- une part fixe annuelle au débit souscrit pour assurer, d'une part, le financement des investissements et, d'autre part, les charges d'exploitation fixes,
- une part variable liée, d'une part, au volume fourni pour assurer les charges d'exploitation et, d'autre part, à l'obligation d'une consommation minimale, tant annuelle qu'estivale, dont les montants seront arrêtés par le Comité Syndical.

En cas de demande de souscriptions nouvelles ou complémentaires, les mêmes dispositions s'appliqueront.

6.2.2 Pour l'ensemble des collectivités adhérentes et dès lors qu'il sera observé des dépassements journaliers récurrents (plus de 10 jours par an), la collectivité souscriptrice est tenue de souscrire un débit supérieur ; à défaut le respect du débit nominal souscrit sera imposé par bridage des volumes délivrés.

Tant que la totalité de la souscription totale des 350 l/s n'est pas atteinte, les collectivités souscriptrices ne peuvent pas demander une modification à la baisse des litres/seconde qu'elles souscrivent tels qu'indiqués dans l'annexe « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable – Production et fourniture en gros ».

6.3. Les revenus des biens meubles et immeubles du Syndicat.

6.4. Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations ou des particuliers en échange de services rendus.

6.5. Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département ou de tous autres organismes.

6.6. Le produit des dons et legs.

6.7. Le produit des emprunts.

ARTICLE 7 - COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL

7.1. Pour les collectivités visées à l'article 2.1 des présents statuts :

7.1.1. Chaque Commune est représentée par un nombre de délégués correspondant au tableau ci-après :

- | | | |
|---------------------------------------|---|-------------|
| - Commune de 1.000 habitants et moins | : | 1 délégué |
| - Commune de 1.001 à 2.000 habitants | : | 2 délégués |
| - Commune de plus de 2.000 habitants | : | 3 délégués. |

7.1.2. Chaque E.P.C.I. à fiscalité propre sera représenté par :

- 1 délégué par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est inférieure ou égale à 1.000 habitants ;
- 2 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 1.000 habitants et inférieure ou égale à 2000 habitants ;
- 3 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence 1 par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 2.000 habitants.

7.2. Pour les collectivités visées à l'article 2.2 des présents statuts :

Chaque Collectivité membre est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction du débit souscrit sur la base d'un délégué par tranche entamée de 10 litres/seconde. Les collectivités ayant souscrit pour un débit inférieur ou égal à 10 litres/seconde, sont représentées par un délégué.

7.3. Les collectivités n'adhérant qu'aux compétences 2.3 et/ou 2.4 sont représentées par 3 000 habitants, 2 délégués à partir de 3 001 habitants.

7.4. La population prise en compte est la population totale (au sens du décret 2003-485) en vigueur à la date d'adhésion de la collectivité. Les évolutions de population ne seront pas prises en compte jusqu'au prochain renouvellement général. Toutefois, les modifications de périmètres des E.P.C.I. engendrant une évolution de population seront prises en compte immédiatement pour le décompte des délégués.

Pour permettre d'assurer la représentation permanente de chaque collectivité adhérente, les collectivités désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement du délégué titulaire et d'absence du suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre titulaire du Comité Syndical.

ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL

8.1. Tous les délégués prennent part au vote des questions telles qu'énumérées à l'article L.5212.16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

8.2. Pour les autres questions, les délégués prennent part au vote des questions intéressant la ou les compétences transférées par leur Collectivité.

8.3. Le Comité Syndical élit en son sein un Bureau Syndical, composé de 10 à 20 membres, auquel peut être délégué par délibération du Comité Syndical tous types d'attributions.

ARTICLE 9 - ACTIVITES COMPLEMENTAIRES DU SYNDICAT

Le Syndicat exerce les activités qui présentent le caractère normal et nécessaire de ses compétences.

Le Syndicat, ou l'un des établissements publics qui lui est rattaché, est autorisé à réaliser, au profit de ses adhérents ainsi que des collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs, ou entités adjudicatrices non membres, des missions de coopération se rattachant à ses compétences ou dans leur prolongement. Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur et, en particulier, celles définies aux articles L.5111-1, L.5111-1-1, L.5721-9 et L.5221-1 du code général des collectivités territoriales.

Le Syndicat, ou l'un des établissements publics qui lui est rattaché, a aussi la possibilité de conclure avec des tiers toute convention de prestation de service, de maîtrise d'œuvre ou de maîtrise d'ouvrage.

Le Syndicat peut assurer la mission de coordonnateur de groupement de commandes dans les conditions prévues par la réglementation de la commande publique, pour toute catégorie d'achat dans des domaines se rattachant à son objet.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

Les règles de fonctionnement du Syndicat non spécifiées ci-dessus sont celles prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et/ou par le Règlement Intérieur du Syndicat.

Conformément à l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et sous réserve des conditions exprimées par cet article, il est créé une Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics syndicaux par la voix des associations représentatives.